



Canadian Agri-Food Trade Alliance | Alliance canadienne du commerce agroalimentaire

Le 12 octobre 2021

Le très honorable Justin Trudeau
80 rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 0A2

Objet : Recommandations des exportateurs agroalimentaires du Canada concernant les mandats ministériels

Monsieur le premier ministre,

À titre de porte-parole du secteur canadien de l'exportation agroalimentaire, et représentant les 90 pour cent d'agriculteurs, de producteurs, d'entreprises de transformation d'aliments et d'exportateurs agroalimentaires qui dépendent du commerce international, nous souhaitons vous féliciter ainsi que votre parti pour votre victoire à la suite de la 44^e élection fédérale. C'est avec plaisir que nous envisageons de collaborer avec vous et votre gouvernement en vue de faire progresser nos nombreux objectifs communs.

Alors que votre gouvernement continue sa lutte contre la pandémie tout en travaillant à la reprise économique, nous aimerions vous soumettre certaines mesures réalistes qui permettraient à notre secteur de contribuer à prospérité de l'économie canadienne en général.

Nous estimons en effet que nous pourrions en faire davantage au cours des semaines et des mois à venir si nous pouvions collaborer étroitement avec votre gouvernement dans le but de saisir concrètement les opportunités qui se présentent. Comme vous entamez l'importante tâche que représente la formation du conseil des ministres qui coordonneront les interventions du gouvernement en matière de relance économique, nous souhaitons vous soumettre quelques recommandations qui permettraient d'intégrer certains points cruciaux pour notre secteur aux lettres de mandat ministériel, notamment concernant les postes de ministres aux Affaires étrangères, au Commerce international, à Agriculture et Agroalimentaire, à Innovation, Science et Industrie ainsi qu'au Développement économique.

Nous vous recommandons fortement de tenir compte des idées suivantes dans le cadre de la rédaction des lettres de mandat, dont bon nombre concernent les portefeuilles des ministères énumérés plus haut :

1. Revoir les accords existants de libre-échange afin de s'assurer d'optimiser les opportunités qu'ils comportent et, en particulier, de tirer profit des engagements permettant de résoudre les problèmes de mise en œuvre de l'AECG pour les exportateurs agroalimentaires canadiens.
2. Créer un poste de responsable de la mise en œuvre des accords commerciaux à Affaires mondiales Canada pour le secteur agroalimentaire, analogue à ce qui a été fait aux États-Unis et en Union européenne, afin d'évaluer et de communiquer l'évolution des dossiers à cet égard et d'améliorer la coordination entre le gouvernement et l'industrie.
3. Prioriser les démarches du Groupe d'Ottawa visant à remettre en fonction l'Organe d'appel de l'OMC et à adopter des politiques mondiales agroalimentaires adaptées aux réalités du 21^e siècle.

4. Lancer immédiatement des pourparlers commerciaux avec le Royaume-Uni et l'ANASE, et conclure cinq négociations d'accords de libre-échange d'ici 2023, notamment avec le Royaume-Uni, l'ANASE, l'Indonésie, l'expansion du PTPGP et l'Inde.
5. Renforcer le réseau diplomatique du Canada afin de mieux promouvoir l'agriculture canadienne de renommée mondiale, et de promouvoir un environnement commercial règlementé, ainsi que fondé sur la science et sur des évaluations de risques adéquates.
6. Assurer que le Canada et ses négociateurs conservent tous les outils et les engagements à leur disposition leur permettant de négocier des résultats ambitieux dans le cadre de tous les pourparlers d'accords de libre-échange et pour l'ensemble de l'économie. Cette mesure permettrait d'éviter d'avoir recours à des exceptions préventives politiquement commodes qui lieraient les négociateurs et nuiraient à la capacité du Canada de conclure des accords commerciaux qui sont dans l'intérêt de l'ensemble de l'économie canadienne.

Malgré les défis actuels qui s'annoncent, les occasions pour notre secteur de créer de nouveaux emplois et de favoriser des sources de prospérité pour les Canadiens sont immenses. Au cours des 30 prochaines années, la demande mondiale de produits agroalimentaires continuera d'augmenter rapidement. En raison notamment de la croissance de la population et de la hausse des revenus dans le monde, on prévoit qu'en 2050, la demande au sein du secteur de l'agriculture sera de 50 pour cent supérieure à ce qu'elle était en 2013. À titre de cinquième plus important exportateur mondial de produits agroalimentaires, cela représente d'énormes opportunités pour le Canada à l'échelle mondiale.

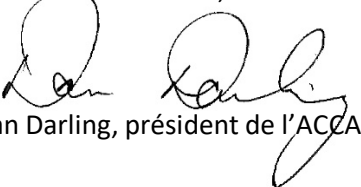
Toutefois, pour vraiment profiter de ce qui s'annonce, le gouvernement et l'industrie devront travailler main dans la main en vue de tirer parti de ces possibilités. Nous savons qu'avec la reprise de l'économie un peu partout dans le monde, la concurrence deviendra plus féroce que jamais. Le meilleur moyen pour le Canada d'en sortir vainqueur est d'assurer que nous misons sur nos forces.

L'intégration des idées énoncées plus haut dans les mandats de votre prochain conseil des ministres enverrait un message clair que votre gouvernement reconnaît le rôle crucial que notre secteur peut jouer dans la reconstruction d'un Canada plus fort, plus durable et plus prospère.

Nos membres sont prêts à faire face aux risques et aux défis à venir et à travailler de manière productive avec votre gouvernement au profit de tous les Canadiens. En joignant nos forces, nous pouvons assurer que le Canada reste à l'avant-plan de la libéralisation du commerce, et demeure un partisan inébranlable du système commercial mondial ainsi qu'un chef de file dans la promotion sur la scène internationale de notre agriculture et de nos produits agroalimentaires de renom.

Tout complément d'information et toute réponse à vos questions que nous pourrions vous fournir, ainsi qu'à votre personnel ou à vos hauts-fonctionnaires sont évidemment bienvenus.

Salutations cordiales,



Dan Darling, président de l'ACCA